

Vœu proposé par les élu·e·s de Réinventons Quetigny pour le Conseil Municipal du 6.04.21

La pandémie qui nous frappe depuis plus d'un an continue d'avoir un impact important sur les conditions de vie de beaucoup de nos concitoyen·ne·s, en premier lieu celles et ceux qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour vivre dignement.

Depuis le début de la crise, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a progressé de 1 million dans notre pays. Les associations de solidarité telles que le Secours populaire, le Secours catholique, les Restos du cœur et la Banque alimentaire sont unanimes sur l'augmentation importante des recours aux aides alimentaires et autres secours. Les jeunes, y compris les étudiant·e·s, particulièrement frappé·e·s par une précarité et une pauvreté qui explosent, sont de plus en plus nombreux·x·ses à solliciter une aide alimentaire tandis qu'une part importante d'entre eux·elles renonce à se soigner.

Notre ville n'échappe pas à cette crise sanitaire et à ses conséquences. Dans les quartiers définis comme prioritaires au titre de la politique de la ville, plus de 40 % de nos concitoyen·ne·s vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le rapport du cabinet COMPAS sur l'analyse des besoins sociaux souligne l'impact de la crise sur les revenus de ménage : baisse de revenus et augmentation du nombre de personnes en difficulté. Si les solutions évoquées dans ce rapport pour répondre à cette urgence sociale, telles que les tarifications adaptées et les nouvelles aides et secours d'urgence peuvent se révéler très utiles, elles se révéleront insuffisantes au regard de l'importance des besoins.

Si c'est bien au niveau gouvernemental que doivent se fixer les seuils des minima sociaux et leurs bénéficiaires, les collectivités locales ont un rôle à jouer en développant une politique et des réseaux de solidarité de proximité. Les listes « Quetigny Demain » et « Réinventons Quetigny » ont inscrit dans leur programme municipal l'étude de la possibilité d'un revenu complémentaire pour les personnes en dessous du seuil de pauvreté et d'un revenu minimum pour ceux qui n'ont rien. C'est dès maintenant, au moment où la crise exige un surcroît important de solidarité, qu'il faut examiner concrètement la possibilité et les conditions de mise en place d'un tel dispositif.

L'aide sociale n'a évidemment pas pour but de remplacer la véritable solution que constitue l'emploi pour tous avec une rémunération permettant une vie digne et une insertion réelle dans la société. Mais, faute d'un plein emploi dont on parle depuis plus de 40 ans, notre ville se doit de rechercher toutes les possibilités pour que chacun puisse disposer du minimum pour vivre.

Dans un premier temps, les commissions « solidarité » et « finances » devraient être réunies pour engager le débat sur un tel projet.